



Commission algues vertes

Compte rendu de la réunion du 28 février 2019 (Mairie de Fouesnant)

Personnes présentes :

1. Roger Le Goff, Président de la communauté de communes du Pays Fouesnantais
2. Guy Pagnard, Vice-président de Concarneau Cornouaille Agglomération
3. Christian Rivière, Vice-président à la communauté de communes du Pays Fouesnantais
4. Bernard Merrien, conseiller municipal à La Forêt Fouesnant
5. Marie Helouet, adjointe à Mairie de La Forêt Fouesnant
6. Laure Caramaro, adjointe à la Mairie de Fouesnant
7. Magdeleine Breton, Association de Sauvegarde du Pays Fouesnantais
8. Vincent Esnault, Association de Sauvegarde du Pays Fouesnantais
9. Hubert Meignen, Eau et Rivières de Bretagne
10. Joëlle Dalmar, Bretagne Vivante
11. Yvan Noblet, Comité Régional de la Conchyliculture de Bretagne Sud
12. Françoise Lumalé, chargée de mission algues vertes à la DDTM du Finistère
13. Philippe Charreton, Directeur de la DDTM du Finistère
14. Georges Lostanlen, conseiller départemental
15. Jérôme Le Pape, Groupement des Agriculteurs Biologiques du Finistère
16. Pierrick Coignard, conseiller à BCEL Ouest
17. Nathalie HELDENBERGH, SAFER Bretagne
18. Nicolas Dagorn, Agriculteur – GAEC de Coat Kergunus / Coop Saint Yvi
19. Yohann Hugond, agriculteur à Tregunc – GAEC de Coat Kergunus
20. Sylvain Ballu, Centre d'Etudes et de Valorisation des Algues
21. Stéphane Eugene, responsable exploitation au Lycée de Bréhoulou
22. Amélie Le Hir, technicienne environnement à CERFRANCE Quimper
23. Vincent Le Talour, chargé d'études environnement à la Chambre Régionale d'Agriculture
24. Hervé Le Goff, chargé d'animation territoriale à la Chambre Régionale d'Agriculture
25. Jean René Cotten, agriculteur à Saint Yvi
26. David Rocuet, agriculteur – EARL de Kerouannec / ETA de Rocuet
27. Franck Quelven, Agriculteur - EARL Jeannes à Melgven
28. Daniel Hanocq, adjoint au Trevoux
29. Enora Keromnes, chargée des politiques territoriales de l'eau - Région Bretagne
30. Pierre Prodhomme, Agence de l'Eau Loire Bretagne
31. Sophie Treptel, DST adjointe à la Ville de Concarneau
32. Catherine Coulon, responsable Voirie à la Ville de Concarneau
33. Laure Gorius, responsable unité foncier au Conseil Départemental du Finistère
34. Anne Huitric, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère
35. Loïc Varet, technicien environnement à la Communauté de communes du Pays Fouesnantais
36. Brice Guesdon, technicien milieux aquatiques à Concarneau Cornouaille Agglomération
37. Bleuenn Le Sauze, coordinatrice agricole à Concarneau Cornouaille Agglomération
38. Mélanie Branellec, coordinatrice du SAGE Sud Cornouaille

Personnes excusées :

- Thierry Burlot, Vice-président à la Région Bretagne
- André Fidelin, Président de Concarneau Cornouaille Agglomération

Structure porteuse du PLAV : Concarneau Cornouaille Agglomération

1 rue Victor Schoelcher – CS 50 636 - 29 186 Concarneau cedex
Tél : 02-30-97-06-69 / Fax : 02-98-60-65-42 / www.sage-sud-cornouaille.fr

- Michel Loussouarn, Maire de Rosporden et Vice-président à Concarneau Cornouaille Agglomération
- Michèle Helwig, Maire de Melgven et Vice-présidente à Concarneau Cornouaille Agglomération
- Claude Le Bec, Ifremer – station de Concarneau
- Alteor Environnement
- Capinov

Ordre du jour de la réunion

1/ Eléments de contexte

- Echouages d'algues vertes : bilan 2018 & tendances 2019 – CEVA
- Evolution de la qualité de l'eau - CCPF

2/ Présentation du projet

- Plan de contrôle réglementaire : bilan 2018 & programmation 2019– DDTM
- Actions agricoles – CCA
- Actions foncières – Conseil Départemental & *Chambre d'Agriculture*

3/ Temps d'échanges & Perspectives de travail

Introduction

En guise d'introduction, **Roger Le Goff (CCPF)** et **Guy Pagnard (CCA)** rappellent le contexte de la réunion. L'année 2018 a été consacrée à la relance du second plan de lutte contre les algues vertes (PLAV2). Après quelques mois supplémentaires d'échanges et de co-construction, les deux collectivités partenaires ont obtenu un engagement de l'Etat sur la bonne application du socle réglementaire. Un plan de contrôle renforcé est désormais mis en œuvre sur deux sous bassins versants prioritaires (BV de Lesnevard amont et du Moros amont). L'animation et la mise en œuvre de ce nouveau plan d'actions sera par ailleurs assurée par Concarneau Cornouaille Agglomération, en partenariat étroit avec la CCPF.

Signé en préfecture du Finistère le 26 Novembre 2018, la mise en œuvre du PLAV2 est effective depuis le dernier trimestre 2019. Il s'agit aujourd'hui de partager et d'échanger sur ces actions pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins et acteurs du territoire, afin de les remobiliser.

Hubert Meignen (Eau et Rivières de Bretagne) indique qu'il aurait souhaité avoir les documents en amont de la réunion. Cette demande est partagée par **Joëlle Dalmar (Bretagne Vivante)**. **Mélanie Branellec (CCA)** informe que certaines présentations ayant été transmises quelques heures avant la réunion, il n'était pas possible de transmettre les documents au préalable. Les supports seront joints au compte rendu de réunion.

1/ Eléments de contexte

Echouages d'algues vertes : bilan 2018 & tendances 2019– CEVA

Intervention de Sylvain Ballu, Centre d'Etudes et de Valorisation des Algues - Cf. diaporama joint

Sylvain Ballu présente le bilan des observations issues des survols aériens réalisés sur les baies bretonnes en 2018. Globalement, à l'échelle de la Bretagne, l'année 2018 a été une année très tardive. Il précise par ailleurs que, pour la première fois depuis le début des suivis en 2002, la Baie de Douarnenez n'a pas connu de prolifération d'algues vertes sur l'ensemble de la saison 2018.

Contrairement aux autres baies bretonnes, la baie de la Forêt a présenté des ulves dès février 2018. Les échouages d'algues vertes ont néanmoins été réduites pendant la saison estivale. Nous avons cependant pu observer des échouages massifs très tardifs (liés au stocks infralittoraux) : sur les 7000 tonnes d'algues ramassées, deux tiers se rapportent aux semaines 42 et 46 qui correspondent respectivement à une semaine de mi-octobre et à une semaine de mi-novembre.

Les principales remarques ont porté sur les points suivants :

- Concernant la période de suivi, **Vincent Esnault (Association de Sauvegarde du Pays Fouesnantais)** s'interroge sur la pertinence de prolonger les survols aériens pour tenir compte des échouages tardifs qui caractérisent la Baie de la Forêt.
En réponse, **Sylvain Ballu (CEVA)** précise que ces échouages tardifs sont liés à des conditions météorologiques particulières (coup de vent) qu'il est difficile d'anticiper lors des survols.
Quant aux suivis de biomasse, **Vincent Esnault (ASPF)** suggère de mettre en place un partenariat avec les clubs de plongée locaux pour limiter les coûts.
Sylvain Ballu précise que le CEVA est ouvert à ce type de partenariat. Sa mise en œuvre effective peut néanmoins s'avérer complexe. De tel suivi nécessite un travail conséquent (de l'ordre de 5 jours avec 3 plongeurs) et impliquerait un temps de formation préalable auprès des plongeurs.
- **Les membres de la Commission** s'interrogent sur l'impact du développement des algues filamenteuses brunes observées notamment sur la Baie de Douarnenez en 2018.
Sylvain Ballu précise que les impacts sont vraisemblablement moins importants. Ces algues présentent en effet une croissance beaucoup moins rapide.

Evolution de la qualité de l'eau - CCPF

Intervention de Loïc Varet, Communauté de communes du Pays Fouesnantais - Cf. diaporama joint

Loïc Varet (CCPF) présente les résultats du suivi qualité des eaux pour l'année 2018. Globalement, les résultats 2018 confirment la baisse des concentrations en nitrates. Cette baisse est néanmoins moins marquée que les précédentes années -certains cours d'eau (Minaouët et Bot Conan notamment) présentent en effet des concentrations en nitrates à la hausse.

Quant aux flux de nitrates, l'évolution est très irrégulière depuis deux ans. Elle est à mettre en perspective avec la forte pluviométrie relevée sur cette période (1 200 mm). Les flux pondérés par l'hydraulicité – qui permettent de s'affranchir des conditions climatiques – sont également en légère hausse pour l'année hydrologique 2017/2018. Cette hausse pourrait être liée d'une part à l'influence du Minaouët ainsi qu'à l'extension du périmètre du PLAV2 depuis 3 ans.

Les principales remarques ont porté sur les points suivants :

- **Hubert Meignen (Eau et Rivière de Bretagne)** s'étonne que l'ensemble des petits chevelus ne fasse pas l'objet d'un suivi.
Loïc Varet (CCPF) rappelle qu'un suivi exhaustif avait été réalisé sur les petits chevelus dans le cadre du 1^{er} plan algues vertes. Seules les stations dont les concentrations étaient supérieures à 50 mg/l ont été conservés dans le cadre du réseau de suivi du PLAV 2.
- **Vincent Esnault (ASPF)** souhaiterait que les données qualité de l'eau soient mises en ligne sur le site Internet du SAGE à l'instar des autres baies algues vertes.
Pierre Prodhomme (Agence de l'Eau) indique qu'à sa connaissance, aucune baie algues vertes ne met en ligne les données qualité de l'eau. Le plus souvent, un bilan annuel de la qualité de l'eau est réalisé et diffusé. Il précise par ailleurs qu'il faut davantage retenir la tendance sur le long terme.
Daniel Hanocq estime par ailleurs qu'il peut être délicat de transmettre des données brutes sans interprétation préalable.
Après échange, **les membres de la Commission** conviennent de faire un point régulier sur la qualité des eaux à chaque réunion de la Commission algues vertes.

2/ Mise en œuvre des actions

Plan de contrôle renforcé - DDTM

Intervention de Françoise Lumalé, DDTM - Cf. diaporama joint

Françoise Lumalé (DDTM) présente le bilan 2018 du plan de contrôle mis en œuvre par l'Etat ainsi que les perspectives de travail pour 2019. En 2018, 30 exploitations ont fait l'objet d'un contrôle.

Les principales remarques ont porté sur les points suivants :

- **Jean René Cotten (agriculteur)** fait part de son étonnement concernant les résultats de certains reliquats toujours élevés et ce, malgré les actions engagées auprès des agriculteurs dans le premier plan algues vertes et par les programmes d'action de la Directive nitrates (6^{ème} depuis septembre 2018). **Françoise Lumalé (DDTM)** précise que plan de contrôle a été ciblé sur les deux sous bassins versants les plus impactants identifiés sur la base des analyses qualité des eaux réalisées par la CCPF. Sur ces deux secteurs, l'Etat a fait le choix de faire un contrôle systématique des agriculteurs présents sur ces deux bassins versants.
- **Vincent Esnault (ASPF)** s'étonne que l'Etat ait attendu autant de temps pour passer au réglementaire. **Françoise Lumalé (DDTM)** indique que dans le cadre du 1^{er} PLAV, le choix politique avait été de miser sur la voix contractuelle. Le plan de contrôle renforcé sur la Baie de la Forêt est une réponse à la demande des deux collectivités partenaires (CCA et CCPF) de faire appliquer le socle réglementaire chez tout le monde pour construire le plan volontaire dessus. Elle précise par ailleurs que les moyens de l'Etat en matière de contrôle sont relativement limités à raison de 4 contrôleurs sur le Finistère.

Actions agricoles - CCA

Intervention de Bleuenn Le Sauze, CCA - Cf. diaporama joint

Bleuenn Le Sauze (CCA) présente les actions et outils qui seront mis à disposition des agriculteurs :

- Accompagnements individuels
- Chantiers Collectifs
- Animation collective
- Aides à l'investissement
- Communication aux agriculteurs

Les prescripteurs agricoles présents qui conduisent les accompagnements individuels ont réagi :

Pierrick Coignard (BCEL Ouest) constate que sur le terrain, la prise de conscience environnementale prend de l'ampleur. Cette prise de conscience ne transparaît pas vraiment car on est maintenant confronté à un temps de latence qui correspond au temps que réclame une telle remise en question

Amélie Le Hir (CER France), fait part du fait que depuis le lancement des accompagnements en décembre 2018, le CERFrance ne suit que 1 dossier. La dynamique a du mal à s'amorcer.

Hervé Le Goff (CRAB) constate quelques demandes spontanées de la part des agriculteurs. Afin de consolider cette première dynamique, la CRAB va mettre en place un démarchage actif dans les jours à venir. Cependant, il rappelle que les accompagnements individuels doivent s'inscrire dans les projets des exploitations agricoles.

Jérôme Le Pape (GAB 29), en cohérence avec les autres structures agricoles, fait état d'un « bruit de fond positif » qui manque encore de concrétisation effective.

Suite à la présentation des réunions d'échanges multiacteurs sur le thème « Agricultures & Territoire », différents membres de la commission s'interrogent sur leur invitation, **Bleuenn Le Sauze (CCA)** confirme que ces réunions sont effectivement ouvertes et à destination de l'ensemble des acteurs / personnes qui se sentent concernées par l'agriculture, le territoire et leurs interactions et qu'une invitation papier leur sera transmise au cours des prochains jours.

Actions foncières – Département du Finistère & Chambre Régionale d'Agriculture

Intervention de Laure Gorijs, CD29 - Cf. diaporama joint

Laure Gorijs (Département) rappelle les conditions de réussite qui ont permis de dynamiser les actions foncières sur les autres baies algues vertes :

- Définir en amont des objectifs agricoles et environnementaux à l'action foncière locale
- Constituer une réserve foncière
→ Disposer d'un fond d'échange pour dynamiser les échanges amiables via un tiers et pas seulement de pair-à-pair
- S'accorder sur une déontologie, le foncier étant un sujet sensible

- Définir des règles / critères objectifs pour la réattribution des terres
- Organiser la veille foncière pour constituer des réserves
 - Disposer de l'information via les réseaux locaux ou l'outil Vigifoncier
- Disposer d'un lieu de concertation en amont des décisions
 - Créer une instance locale de concertation

Concernant la mise en réserve foncière, **Enora Keromnes (Région)** précise que la convention Région - SAFER relative à la constitution de réserves foncières sur les baies algues vertes est en cours de renouvellement. Elle devrait être renouvelée jusqu'à la fin 2021, soit à l'échéance du PLAV2.

Intervention d'Hervé Le Goff, CRAB- Cf. diaporama joint

Hervé Le Goff présente l'opération d'échanges amiables engagée sur le bassin versant de Lesnevard amont et qui concerne partiellement les communes de La Forêt Fouesnant, Saint Yvi, Concarneau, Melgven et Rosporden. Il précise que 31 exploitants sont présents sur ce sous bassin versant.

Jean René Cotten (agriculteur) estime qu'il faut mettre l'accent sur l'intérêt économique des échanges pour les exploitants (gain de temps et de déplacements)

3/ Temps d'échanges & Perspectives de travail

Mélanie Branellec rappelle les prochaines échéances :

- Réunion d'échanges « Agricultures & Territoires »
 - Fouesnant (Archipel) le lundi 25 mars à 20h
 - Melgven (salle polyvalente) le mardi 26 mars à 20h
 - Concarneau (pôle nautique) le mercredi 27 mars à 20h
- Les rendez-vous agricoles
 - Groupe de Concertation Agricole : lundi 4 mars à 14h, CCA (Concarneau)
 - Réunion ETA/ CUMA sur les couverts vgtx: mardi 12 mars à 14h, CCA (Concarneau)
 - Porte ouverte sur le séchage en grange : jeudi 21 mars à Saint Yvi (Gaec du Vern)

Vincent Esnaut (ASPF) demande si le plan de lutte contre les algues vertes contient toujours des objectifs vis-à-vis de l'agriculture biologique et de leur intégration dans la restauration collective. **Mélanie Branellec (CCA)** précise que le PLAV2 contient en effet un volet économique qui vise à accompagner les changements de pratiques agricoles. Il a notamment pour objectif de développer les débouchés locaux ou d'accompagner l'émergence de nouvelles filières économiques. Ce volet doit être mis en œuvre avec les services de développement économique des deux collectivités (CCA et CCPF). Les services travaillent à sa mise en œuvre. Une présentation sera proposée lors de la prochaine Commission algues vertes envisagée à l'automne 2019.

Guy Pagnard (CCA) conclut la réunion en invitant les élus et acteurs locaux à s'associer aux 3 réunions d'échanges qui seront organisés les 25, 26 et 27 mars prochain. Il donne rendez vous aux membres de la Commission à l'automne pour faire le point sur l'avancement des actions.

Validation du compte -rendu : Les parties prenantes constatant des erreurs ou omissions ou étant en désaccord sur le contenu du compte rendu sont priées de nous en faire part dans un délai de 8 jours, au-delà duquel, le compte rendu sera considéré comme accepté.

Roger LE GOFF

Président du SAGE et Président de la CCPF



Guy PAGNARD

Vice-président du SAGE et Vice-Président de CCA en charge de l'eau et de l'assainissement

